

# LES BIBLIOTHÉCAIRES DE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

## *ENTRE COMPROMIS ET RÉSISTANCE*

Cette contribution s'appuie sur les résultats d'une enquête menée entre 1993 et 1996, dont l'objectif était de décrire le milieu des bibliothécaires à l'époque de la République démocratique allemande (RDA), et de s'interroger sur les transformations apportées par le socialisme et la manière dont les professionnels les avaient vécues. Le cas des individus ayant exercé dans les établissements d'étude et de recherche a été privilégié<sup>1</sup>.

### **Profil social**

A l'encontre des opinions toutes faites qui font florès depuis la réunification, l'analyse du recrutement pratiqué dans les bibliothèques de RDA montre l'inadéquation entre les prédispositions du milieu et les missions idéologiques qui lui étaient confiées : les grandes bibliothèques scientifiques constituaient une forme de refuge pour la bourgeoisie cultivée et pour des individus disqualifiés par la norme sociale.

La faible reconnaissance de la profession et de ses activités par les pou-

voirs politiques et administratifs, en accentuant le manque chronique de main-d'œuvre, eut sur ce point des incidences certaines<sup>2</sup> : les « enfants d'ouvriers et de paysans », bien que favorisés lors du choix des candidats, eurent en effet tendance à s'orienter vers d'autres carrières, où les salaires étaient plus élevés. Les tutelles considéraient par ailleurs les bibliothèques comme des institutions secondaires, où il était possible de reléguer des individus compromis par leur parcours antérieur.

Un autre phénomène marquant, transversal à toutes les générations, consistait dans la fréquence des reconversions. Le choix de la carrière de bibliothécaire correspondait alors à la volonté de quitter un environnement professionnel ressenti comme trop politisé (par exemple, l'enseignement). Si le profil social et les motivations initiales des personnels rencontrés n'était que rarement conformes à la norme affichée par l'État de RDA, leur ascension sociale

1. L'enquête a été menée principalement dans quelques grandes bibliothèques encyclopédiques de fondation ancienne : Deutsche Bücherei (Leipzig), Deutsche Staatsbibliothek (Berlin), bibliothèques universitaires de Berlin, Greifswald, Leipzig, et la Sächsische Landesbibliothek de Dresde.

2. Les données quantitatives dont on dispose montrent par exemple que la proportion de membres du SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands) se situait entre 8 et 10 % dans les bibliothèques d'étude et de recherche. Ce verdict doit cependant être nuancé pour le sommet de la hiérarchie. La domination du SED y fut au plus tard réalisée au début des années 70 : à partir de cette époque, tous les directeurs de bibliothèques scientifiques, mise à part celle de Halle, sont membres du Parti.

*CHRISTINE FERRET*

**Bibliothèque de l'université  
de Paris 8**

n'en fut pas pour autant systématiquement limitée.

Jusqu'en 1961, en raison de la difficulté à remplacer les cadres qui avaient fui le pays, de jeunes bibliothécaires accédèrent à des postes où les responsabilités étaient importantes, en brûlant les étapes. Cette forme de promotion profita à des professionnels qui n'étaient pas membres du parti officiel, le SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands) et ne le devinrent pas, tout en constituant, en plus des liens familiaux, un facteur d'enracinement.

### Uniformité des témoignages

En ce qui concerne les valeurs et les définitions de l'excellence professionnelle, l'uniformité des témoignages rassemblés est frappante : l'activité prenait source dans la valorisation d'une culture générale de type encyclopédique, et les pratiques privilégiées se rattachaient à la maîtrise des tâches descriptives, telles que le catalogage et la bibliographie. L'idéal de conservation et le recours aux identités traditionnelles de la profession (érudition, activité scientifique dans le cadre du travail...) se traduisaient par l'importance accordée aux fonds anciens, auxquels le prestige des bibliothèques était associé.

Sur ce point, il convient également d'insister sur la référence, presque permanente dans les entretiens, au modèle allemand des bibliothèques hérité du XIX<sup>e</sup> ou du début du XX<sup>e</sup> siècles. La prégnance d'un tel passé, source de fierté pour les bibliothécaires – y compris pour les communistes convaincus – tend à relativiser la part des influences soviétiques avant 1989 ; l'image des bibliothèques d'URSS n'était d'ailleurs guère reluisante.

Le décalage entre le discours officiel et la vision que les professionnels est-allemands livrent aujourd'hui d'eux-mêmes ne signifie pas pour autant que la résistance aux mots d'ordre et aux prescriptions idéologiques a été massive : l'intégration de personnes *a priori* disqualifiées a également permis de garantir leur loyauté à l'égard de la RDA, de même qu'elle a suscité une identification très forte avec les biblio-

thèques d'exercice. L'extension progressive des qualifications, voire des responsabilités, a, pour la plupart des individus rencontrés, donné lieu à un processus d'adaptation ou tout au moins à un compromis. Cela transparaît d'ailleurs dans l'utilisation si fréquente de l'image de la « niche » pour qualifier l'ancien environnement de travail, dont la description rejoint alors en partie celle de la sphère privée<sup>3</sup>.

**L'IDÉAL  
DE CONSERVATION  
ET LE RECOURS  
AUX IDENTITÉS  
TRADITIONNELLES  
DE LA PROFESSION  
SE TRADUISAIENT  
PAR L'IMPORTANCE  
ACCORDÉE  
AUX FONDS ANCIENS,  
AUXQUELS  
LE PRESTIGE  
DES BIBLIOTHÈQUES  
ÉTAIT ASSOCIÉ**

Les bibliothèques apparaissent rétrospectivement dans les témoignages comme des zones de repli par excellence : inoffensives pour le pouvoir en place, elles passaient pour être protégées des incursions poli-

tiques, et un ordre presque autarcique pouvait s'y instaurer, lorsque les circonstances – en particulier la composition du personnel de direction – s'y prêtaient.

### Dissensions et stratégies

L'étude des pratiques professionnelles permet de mieux cerner la part des arrangements quotidiens, mais aussi celle des mille et un combats menés par les bibliothécaires contre le dogme de la « partialité » socialiste. L'ambivalence des comportements, l'oscillation presque permanente entre soumission et résistance à l'ordre établi empêchent néanmoins d'établir un bilan cohérent.

Ainsi, par rapport au recensement des ouvrages, les responsables anticipèrent parfois sur les directives. Si la constitution systématique de catalogues sélectifs devint une priorité pour le Secrétariat d'État à l'Enseignement supérieur en 1959, certaines bibliothèques avaient alors déjà mené à bien un tel projet, en s'inspirant du modèle soviétique.

A la Deutsche Staatsbibliothek à Berlin par exemple, un fichier matières sélectif avait été élaboré en 1952/53, expurgé des publications antérieures à 1945 et de celles dont la conformité idéologique paraissait « douteuse ». Les personnes interviewées qui participèrent à l'opération soulignent cependant que, contrairement aux usages soviétiques, les lecteurs est-allemands continuaient à avoir accès aux fichiers exhaustifs.

A l'inverse, en ce qui concerne les acquisitions, les directives formulées par les autorités de tutelle mirent longtemps à s'imposer : les tendances « objectivistes », l'éclectisme des acquisitions firent l'objet de dénunciations récurrentes après la fondation de la RDA, notamment dans la presse professionnelle. Les bibliothécaires continuaient par exemple de recourir aux librairies privées et aux catalogues d'antiquariat pour procéder aux achats de livres.

Tandis qu'au début des années 50, près de la moitié des périodiques courants de la Deutsche Staatsbibliothek provenait des pays occidentaux, la censure

3. C'est surtout par rapport à cette dernière que la société est-allemande a été décrite comme une « société des niches ». La métaphore de l'île est également utilisée par les bibliothécaires.

des ouvrages jugés nuisibles au socialisme n'était qu'inégalement appliquée, en raison de l'imprécision des directives, du manque de repères intellectuels et de l'absence de documentation de substitution. Quant à la livraison des imprimés nazis et militaristes à la Deutsche Staatsbibliothek ou à la Deutsche Bücherei, que le Conseil de contrôle des alliés avait rendue obligatoire en 1946, elle ne fut pas toujours respectée<sup>4</sup>.

A partir de la fin des années 50, néanmoins, on note une convergence grandissante entre les statistiques portant sur le développement des collections et les prescriptions : le principe de l'utilité immédiate de la lecture<sup>5</sup> se traduit par le privilège très net accordé à certaines disciplines. A la bibliothèque universitaire de Greifswald, par exemple, les achats en sciences naturelles, médecine et technique, qui représentaient 31 % de l'accroissement en 1951, dépassent les 50 % à partir de 1961. En 1965, l'inversion de l'échelle des valeurs paraît totale, puisque les sciences naturelles constituent 20 % des acquisitions, contre 4 % seulement pour la littérature.

Quant à l'origine géographique des ouvrages, la part réservée aux pays socialistes augmente de 50 % entre le milieu des années 50 et 60. Cette évolution s'explique entre autres par la faiblesse des marges de manœuvre financières et par les contrôles que celle-ci impliquait de la part des administrations. L'attachement des bibliothécaires les plus âgés à l'ency-

4. Ces différentes tendances ressortent en particulier d'une série d'inspections menées par les services du secrétariat d'État à l'Enseignement supérieur après sa fondation en 1951. En matière de censure, d'autres sources n'en témoignent pas moins de l'excès de zèle provoqué par l'indétermination des consignes, entre autres en lecture publique après la promulgation en 1952 de la *Directive pour l'amélioration des collections des bibliothèques de masses*, qui en appelait à la lutte contre le pacifisme.

5. Depuis le début des années 50, après une brève période marquée par le primat de la culture générale et de la littérature classique, censées favoriser l'émergence d'une conscience démocratique et antifasciste au sein du peuple allemand, l'accent avait été mis sur la formation professionnelle et politique, et donc sur la documentation spécialisée, par opposition aux ouvrages littéraires.

clopédisme traditionnel et à la pluralité des aires culturelles jusqu'alors représentées dans les fonds ne pouvait bien souvent s'exprimer que par le biais des échanges avec les pays étrangers, très largement pratiqués. Malgré une fidélité grandissante aux principes socialistes, l'histoire des bibliothèques de RDA fut aussi rythmée par des conflits souterrains.

### La quête d'une autonomie

Au niveau du fonctionnement interne des institutions, l'affirmation de l'autonomie professionnelle pouvait s'appuyer sur certains principes : la défense de l'exhaustivité traditionnelle et le souci de sauvegarder le prestige des institutions constituaient des

#### Bâtiment principal de la Deutsche Bücherei

repères éthiques importants, en incitant parfois à une forme de résistance ou tout au moins à l'expression de désaccords. En 1958, par exemple, H. Deckert, directeur par intérim de la Sächsische Landesbibliothek, se refusa à éliminer des salles de lecture les derniers périodiques ouest-allemands dont celle-ci disposait encore<sup>6</sup>.

6. On peut alors citer un extrait de la lettre que H. Deckert fit alors parvenir au secrétariat d'État à l'Enseignement supérieur : « *Nous ne disposons plus que de très peu de revues ouest-allemandes, exclusivement pour les sciences naturelles, les techniques et la médecine. Aller plus loin encore et se débarrasser des dernières revues qui nous restent serait à nos yeux un acte de pur sectarisme, dont nous ne répondrons pas.* » (Lettre du 3 octobre 1958, Archive Sächsische Landesbibliothek).

mation : 60 % des travaux universitaires étaient alors considérés comme « confidentiels »<sup>8</sup>, et les échanges habituellement pratiqués avec la République fédérale d'Allemagne (RFA) paraissaient donc sévèrement compromis. Les conclusions ajoutées à ce rapport mettaient en avant les risques auxquels s'exposait le pays : déficit documentaire, perte économique – le prix des thèses ouest-allemandes reçues chaque année était évalué à 60 000 marks – et perte de

**ON TROUVE TRACE  
D'UN CERTAIN  
NOMBRE D'ARTS DE  
FAIRE INDIVIDUELS  
OU COLLECTIFS, DE  
STRATÉGIES MISES  
EN ŒUVRE POUR  
PARVENIR À  
IMPOSER  
DES INTÉRÊTS  
DIFFÉRENTS  
DE CEUX  
DES POUVOIRS  
POLITIQUES**

Salle de lecture de la Deutsche Staatsbibliothek en 1960

Des difficultés d'ordre matériel ne furent pas non plus sans provoquer des dissensions lorsqu'il s'agit par exemple, comme le prescrivirent les tutelles au cours de l'année 1959, d'examiner l'ensemble des revues ouest-allemandes reçues par les bibliothèques universitaires afin d'éliminer les numéros comportant des articles « *hostiles au camp socialiste* ». Le manque de personnel, comme l'imprécision des consignes, furent en l'occurrence évoqués par le directeur de la BU de Greifswald, qui motiva ainsi son refus. La censure des thèses fournit un autre exemple de

divergence entre les directions des bibliothèques et les tutelles.

En juillet 1972, un « mémorandum »<sup>7</sup>, rédigé par deux employés de la bibliothèque universitaire de Berlin et de la Deutsche Bücherei, exposa les difficultés liées à la rétention de l'infor-

7. Ce texte, conservé aux archives fédérales de Potsdam, est adressé à H. J. Böhme – ministre de l'Enseignement supérieur de 1970 à 1989 – par l'intermédiaire de H. Röttsch, directeur de la Deutsche Bücherei.

8. La décision revenait sur ce point aux universités de soutenance, et non aux bibliothécaires.

prestige pour la Deutsche Bücherei, pour la *Bibliographie nationale* (condamnée à être lacunaire), voire pour la recherche elle-même. Les récriminations des bibliothécaires contre l'excès des restrictions restèrent sans effets immédiats : la réglementation fut certes précisée pour la production universitaire au cours de l'année 1977, et sa conservation centralisée à la Deutsche Bücherei, mais des catalogues spéciaux

furent réservés aux thèses censurées, sans aucun changement du côté de la *Bibliographie nationale*. Parallèlement aux tentatives entreprises par les cadres les plus haut placés, on trouve trace d'un certain nombre d'arts de faire individuels ou collectifs, de stratégies mises en œuvre pour parvenir à imposer des intérêts différents de ceux des pouvoirs politiques.

### L'art du compromis

Alors que les professionnels les plus jeunes évoquent fréquemment le plaisir qu'ils avaient à « berner » les représentants du Parti en contournant les directives, le comportement adopté par les plus âgés se référerait davantage aux intérêts de l'institution, qu'il s'agisse des missions jugées fondamentales (signalement des fonds) ou des besoins matériels et financiers des bibliothèques.

Si la défense des courants de pensée incompatibles avec le « *socialisme réellement existant* » pouvait constituer une motivation importante, la part des réactions corporatistes n'est pas à négliger non plus, au sens où le détournement de la règle donnait l'occasion d'affirmer la compétence des professionnels par rapport à certains domaines d'excellence, entre autres le choix des ouvrages et l'évaluation des contenus.

La plupart des témoignages sont d'ailleurs orientés par la volonté de signifier la part des logiques collectives, et surtout l'existence d'un consensus entre les professionnels, cherchant rétrospectivement à marquer la cohésion du groupe autour de valeurs spécifiques. Face aux prescriptions jugées inadmissibles, une tactique possible consistait dans l'inaction et dans l'attente d'une « accalmie ». L'expérience des organisations de travail permettait d'anticiper sur l'attitude des représentants du Parti et de faire confiance au passage du temps : les bibliothécaires jouaient entre autres sur les réorientations soudaines que pouvait connaître la politique menée par les tutelles.

Un autre type de stratégie, de loin le plus fréquent, reposait sur l'art du

compromis. Par rapport aux pratiques bibliographiques et catalographiques, la soumission ponctuelle au principe (léniniste) de partialité, par le biais de répertoires sélectifs ou de bibliographies recommandées (*empfehlende*

**FACE  
AUX PRESCRIPTIONS  
JUGÉES  
INADMISSIBLES,  
UNE TACTIQUE  
POSSIBLE  
CONSISTAIT DANS  
L'INACTION ET DANS  
L'ATTENTE  
D'UNE ACCALMIE**

*Bibliographien*), a permis de sauvegarder par ailleurs l'exhaustivité traditionnelle du signalement et de maintenir une forme d'indépendance. Les problèmes posés par la *Bibliographie nationale* au début des années 50 sont assez révélateurs sur ce point : les éditeurs de RFA, dont la bonne volonté conditionnait la perpétuation du dépôt légal et, partant, la survie même de la Deutsche Bücherei<sup>9</sup>, rechignèrent soudain à envoyer leurs publications à Leipzig.

Si l'existence d'une bibliothèque nationale propre à l'Allemagne de l'Ouest<sup>10</sup>, de même que l'absence de débouchés économiques, expliquaient en partie ce comportement, la « partialité » des bibliographes de RDA et

un recensement lacunaire des ouvrages envoyés à la Deutsche Bücherei constituaient une autre source de perturbation.

De 1945 à 1950, en effet, 110 titres avaient été exclus de la *Bibliographie nationale* pour raisons politiques. En 1950, la direction de la bibliothèque s'adressa au ministère de l'Éducation pour demander la levée de la censure et obtint théoriquement gain de cause, malgré quelques restrictions immédiates : la diffusion de la *Bibliographie nationale* fut limitée aux grandes bibliothèques scientifiques de RDA et aux pays étrangers, tandis que la Deutsche Bücherei s'engageait à établir un recensement particulier, exclusivement fondé sur la production éditoriale est-allemande, pour le reste des utilisateurs<sup>11</sup>.

### Aménagements terminologiques

En matière de stratégies, on note plus généralement le recours à des aménagements terminologiques et la nécessité, souvent évoquée par les interviewés, d'utiliser un vocabulaire marxiste pour parvenir à leurs fins, même si les propositions étaient directement inspirées d'expériences « libérales » – ce fut entre autres le cas pour l'introduction du libre accès dans les bibliothèques de lecture publique. Les tactiques argumentaires pouvaient aussi être fondées sur la convergence entre les intérêts des autorités politiques et ceux des professionnels.

11. A noter que, deux ans plus tard, les pressions n'ayant pas cessé, un autre « arrangement » fut trouvé : les titres qui constituaient une attaque explicite contre l'URSS et la RDA devaient être exclus du recensement, de même que les ouvrages pornographiques. Si l'éviction pure et simple de certaines publications était ainsi programmée, les conséquences d'une telle décision furent parfois plus surprenantes : au cours des années et des décennies suivantes, une des stratégies adoptées par les bibliographes consistait à mettre les titres recensés en conformité avec l'idéologie dominante et à en expurger les éléments *a priori* suspects. L'omission du sous-titre permettait fréquemment de rendre moins explicite – voire totalement indéchiffrable – le contenu de l'ouvrage.

9. Rappelons que la Deutsche Bücherei fut fondée en 1912 par les éditeurs de langue allemande. Les éditeurs autrichiens et suisses continuèrent également en partie à faire parvenir leur production à Leipzig.

10. Après la création de la Deutsche Bibliothek de Francfort en 1947, la légitimité de la Deutsche Bücherei à recevoir l'ensemble des imprimés de langue allemande en dépit de la guerre froide ne devint que plus problématique.

Ce dernier point valait par exemple pour l'enrichissement des collections et, là encore, pour la légitimation du principe d'exhaustivité : l'accès à des sources d'information aussi complètes que possible pouvait être présenté comme un service que les bibliothécaires rendaient aux autorités politiques, service non totalement dépourvu d'ambiguïté. L'essentiel pour les professionnels n'était pas ici, semble-t-il, dans l'usage fait de leurs prestations, mais dans la pérennité de ces dernières et dans le fait qu'elles témoignaient de compétences irremplaçables, quitte à mettre à la disposition du pouvoir des outils de contrôle tout à fait précieux.

Ce constat vaut par exemple pour la Staatssicherheit (Sécurité d'État). Malgré des données lacunaires<sup>12</sup>, on peut affirmer que la Staatssicherheit ne s'est pas intéressée de très près à la question des bibliothèques, et que son influence y était limitée. Certes, les noms de lecteurs suspects étaient ponctuellement transmis aux services secrets lorsque les ouvrages deman-

dés revêtaient un caractère « subversif », et les activités liées à la censure pouvaient faire l'objet de comptes rendus, mais de manière somme toute très restreinte.

A l'inverse, les bibliothécaires ont joué un rôle actif par rapport à l'identification des sources d'information nécessaires à la Sécurité d'État : il pouvait entre autres s'agir de fournir les noms des chercheurs qui publiaient dans des revues de l'Ouest. Plus fréquemment, une véritable veille documentaire était pratiquée au profit de la Stasi. En 1973, les outils bibliographiques dont disposait la Deutsche Bücherei furent par exemple utilisés pour recenser les ouvrages américains sur les pays de l'Est. En 1978, les ouvrages et les revues d'origine chinoise firent l'objet d'une présentation détaillée de la part d'un de ses employés.

Les services ainsi rendus permettaient à la Deutsche Bücherei de recourir au soutien de la Stasi lorsque ses intérêts étaient menacés par les autorités de tutelle. Ce fut en particulier le cas dans les années 70, alors que la démarcation prônée entre les deux Allemagnes remettait en cause la mission fondatrice de la bibliothèque, à savoir la conservation de tous les imprimés de langue allemande. La réhabilitation progressive de la notion de « patrimoine » fournit un autre point

de convergence ponctuelle entre les intérêts de l'État (fonder l'identité historique de la RDA) et ceux des professionnels, qui profitèrent de la brèche ainsi formée pour asseoir la légitimité de certaines missions<sup>13</sup>.

Un troisième type de convergence touchait aux intérêts financiers de l'État. Pour la Deutsche Bücherei, par exemple, il est clair que la gratuité des ouvrages envoyés par les éditeurs de l'Ouest permit de négocier la poursuite des traditions « pan-alle-

**MALGRÉ  
DES DONNÉES  
LACUNAIRES,  
ON PEUT AFFIRMER  
QUE LA STASI  
NE S'EST PAS  
INTÉRESSÉE  
DE TRÈS PRÈS  
À LA QUESTION  
DES BIBLIOTHÈQUES**

12. Selon l'Office fédéral chargé des dossiers de la Stasi, celle-ci n'a pas réuni systématiquement les renseignements portant sur les bibliothèques. Seule la consultation de quelques dossiers personnels a donc été possible.

Banque de prêt à la Staatsbibliothek en 1960

mandes » ; les besoins documentaires et le manque de devises incitèrent à établir rapidement des contacts avec la Deutsche Bibliothek de Francfort, pourtant dénoncée comme une concurrente illégitime depuis sa création<sup>14</sup>. Si la collaboration avec les pro-

13. Ce fut par exemple le cas pour le *Catalogue mondial des incunables*, dont la rédaction était assurée par la Deutsche Staatsbibliothek.

14. La coopération entre les deux bibliothèques nationales fut tout d'abord tolérée à condition de ne pas être perceptible pour l'opinion publique. Les deux institutions procédèrent à des échanges de doublons à partir de 1965 et tentèrent d'harmoniser leurs politiques d'acquisition. Aucun accord ne put cependant être trouvé pour la *Bibliographie nationale* : sur ce point, les institutions restèrent des concurrentes inégales, étant donné le décalage entre leurs moyens techniques respectifs.

fessionnels d'Allemagne de l'Ouest tendit de plus en plus à s'inscrire dans un cadre institutionnel – de manière très nette après 1986, avec la signature d'un accord culturel entre les deux États –, les entretiens réalisés montrent que certaines initiatives personnelles avaient devancé cette évolution de manière clandestine.

L'objectif poursuivi était alors variable : servir des intérêts strictement bibliothéconomiques en permettant la réalisation de projets internationaux<sup>15</sup>, mais aussi bénéficier d'un appui technique ou matériel de la part des partenaires ouest-allemands. Malgré les risques de représailles, les contrôles exercés par les autorités apparaissent aujourd'hui aux interviewés concernés comme un obstacle somme toute minime par rapport à l'usure même des relations initialement préservées avec les bibliothécaires de RFA. La ressource qu'offraient les réseaux de connaissances et les relations informelles avec l'autre Allemagne eut tendance à s'épuiser au fil du temps, tandis que de nouvelles générations de bibliothécaires apparaissaient, générations pour lesquelles l'unité du pays constituait un chapitre du passé.

### La fin du consensus

Même en cas de conflit ou de dissension, les comportements qui viennent d'être évoqués se doublaient fréquemment d'une identification forte avec la RDA et avec ses principes fondateurs. La remise en cause ponctuelle de l'ordre établi, au nom de l'autonomie et des valeurs de la profession, n'était en ce sens que l'autre face d'un consensus plus global, qui eut tendance à s'effriter au fil du temps. La stagnation puis la régression économiques conduisirent en effet à des

dysfonctionnements majeurs, dont les conséquences, selon la majorité des témoignages, furent plus profondes que celles des restructurations administratives et des prescriptions idéologiques. Par rapport au consen-

**DANS  
LES ANNÉES 80,  
L'ÉTAT  
EST-ALLEMAND  
PARUT MANIFESTER  
UN REGAIN  
D'INTÉRÊT POUR  
LES INSTITUTIONS  
DE DIFFUSION  
DU LIVRE, MAIS  
LES CONDITIONS  
D'EXERCICE DES  
BIBLIOTHÉCAIRES  
NE  
S'AMÉLIORÈRENT  
PAS POUR AUTANT**

sus qui caractérisait la RDA de l'après-guerre, les premiers signes de dégradation apparurent dans la deuxième moitié des années 60, période au cours de laquelle le pouvoir d'achat des bibliothèques chuta considérablement<sup>16</sup>.

En 1962, le montant des devises réparties entre les bibliothèques fut pour la première fois inférieur à 10 000 marks. Les revendications des professionnels sur les questions budgétaires s'intensifièrent alors de manière spectaculaire, l'augmentation des moyens parallèlement accordés aux bibliothèques spé-

cialisées des écoles supérieures<sup>17</sup> constituant un autre motif de mécontentement.

En vue d'une plus grande « rationalisation », et conformément aux orientations données par l'ordonnance sur les bibliothèques de 1968, celles-ci concentraient en effet une partie importante des devises disponibles. Dans les grandes bibliothèques d'étude et de recherche, cette politique encouragea la formation de groupes d'intérêts et les coalitions : à partir de 1969, les directions de la Deutsche Bücherei et de la Deutsche Staatsbibliothek se rencontrèrent de manière régulière – malgré l'antagonisme presque séculaire entre les deux établissements – afin de faire pression sur les instances ministérielles. La fronde ainsi entamée resta sans écho véritable et, à partir de 1983, les seules commandes en devises encore autorisées pour les monographies correspondaient aux ouvrages ouest-allemands.

Les acquisitions furent totalement interrompues pour les autres zones géographiques, tandis que le taux d'accroissement continua de régresser de manière importante. Si le nombre de monographies publiées dans les pays non socialistes et achetées par les bibliothèques scientifiques est-allemandes s'élevait encore à près de 12 000 en 1982, il n'était plus que de l'ordre de 4 800 en 1984, et de 3 470 en 1985.

### Un repli sur soi généralisé

Dans les années 80, l'État est-allemand parut manifester un regain d'intérêt pour les institutions de diffusion du livre, mais les conditions d'exercice des bibliothécaires ne s'améliorèrent pas pour autant. La tendance au « repli sur soi » finit par

15. On peut mentionner l'exemple du projet de catalogage des manuscrits orientaux allemands, lancé en 1956. Après la construction du mur de Berlin, la RDA était censée se retirer du projet ; or certains manuscrits continuèrent à passer clandestinement la frontière pour être catalogués à l'Ouest, grâce à l'engagement d'un employé de la Deutsche Staatsbibliothek.

16. La dégradation s'était amorcée en 1955. En 1958, le ministère de la Culture réduisit de 14 % le budget national alloué à l'achat de livres étrangers, et les commandes passées dans les pays non socialistes baissèrent de 35 % en moyenne.

17. La plupart d'entre elles furent créées après 1949.

Salle des catalogues de la Deutsche  
Staatsbibliothek

toucher l'élite de la profession, alors que les revendications et les critiques semblaient avoir disparu du champ du possible, en même temps que la confiance dans les capacités économiques du pays. Cela vaut en particulier pour la génération de la « construction », qui avait activement participé dès la fin des années 40 aux processus de restructuration.

L'identification avec la RDA, très nette pour ces individus dont le témoignage commence invariablement par l'évocation du nazisme, devint de plus en plus problématique, alors que l'expérience est marquée par l'opposition entre les différentes périodes d'exercice. Chez les autres catégories de bibliothécaires, le découpage chronologique n'est pas aussi net : l'expérience de la RDA, tout au moins dans ses aspects professionnels, est relativement uniforme, presque linéaire. Elle renvoie à un ordre contractuel, qui a tout d'abord été fondé sur les perspectives offertes par l'État socialiste, en matière de carrière par exemple.

Ces perspectives s'avérant illusoire, en l'absence de contreparties écono-

miques, on passa d'une définition globale à une définition locale du contrat : dans les années 80, les seules régulations possibles étaient de nature informelle, d'individu à individu. Dans ce cadre, les bibliothécaires conservèrent certes une part d'autonomie, mais il s'agissait là d'une autonomie plutôt déprimée, qui résultait du désintérêt des pouvoirs politiques à leur égard.

Parallèlement à la crise économique, les valeurs propres aux individus recrutés jusque dans les années 50 et 60 se vidèrent progressivement de leur sens. Pour les « enfants de la RDA », nés après 1949, les traditions ne constituaient plus aussi nettement un repère mobilisateur. A l'époque où ils commencèrent à exercer, le prestige des grandes bibliothèques scientifiques appartenait à la légende, en raison du manque de moyens, et les règles socialistes faisaient partie de l'ordre des choses, y compris au niveau des pratiques professionnelles. Les enjeux liés au patrimoine avaient par ailleurs été inclus au discours officiel. Certes, les bibliothèques apparaissaient encore comme des

« niches » relativement protégées des incursions politiques, mais sans qu'une identification soit possible avec les modèles existants.

L'idéal de « neutralité » et de service au public dans la médiation documentaire était quant à lui condamné à l'échec par le décalage structurel entre l'offre et la demande.

Mars 1997

---

## SOURCES PHOTOS

---

1. *Jahrbuch der Deutschen Bücherei*, Jg. 23, 1987.

2, 3. *Deutsche Staatsbibliothek, 1661-1961*, Leipzig, Verlag für Buch- und Bibliothekswesen, 1961.

4. *Jetzt wächst zusammen... Eine Bibliothek überwindet die Teilung*, catalogue de l'exposition tenue du 11 novembre 1991 au 11 janvier 1992 à la Deutsche Staatsbibliothek.